

Je vous remercie de m'avoir invité à vous parler de la politique du Canada à l'égard de l'Afrique du Sud. Comme vous le savez, le Premier ministre Mulroney et moi-même menons une politique étrangère active et dirigée vers des buts concrets, nous efforçant d'affirmer les intérêts du Canada et son influence dans des domaines tels que le commerce, l'environnement et le problème international de la dette. Mais nous avons accordé une priorité particulière à la lutte contre l'apartheid, et certains Canadiens se demandent pourquoi. Après tout, nous sommes séparés de l'Afrique du Sud par la moitié du globe. Il est d'autres régimes d'oppression. D'autres pays laissent libre cours à la brutalité. Pourquoi le Canada devrait-il porter particulièrement son attention sur l'Afrique du Sud? J'y vois trois grandes raisons.

Tout d'abord, le régime de l'apartheid constitue un cas remarquable de violation des droits de la personne, dans la mesure où il enchâsse la discrimination raciale dans ses lois et dans sa Constitution. En cela, il est unique au monde, et les démocraties occidentales devraient s'en inquiéter tout particulièrement car la Constitution qui légalise le racisme tire sa légitimité des valeurs occidentales dont se réclament ses auteurs. L'Union soviétique ne prétend pas appartenir à l'Ouest. Le Burundi n'affirme pas faire partie du monde développé. L'Afrique du Sud a ces prétentions, et elle devrait être jugée selon les normes auxquelles elle se réfère.

En second lieu, toute l'Afrique australe pourrait être déchirée par la violence qu'engendre l'apartheid. Le Groupe de personnalités éminentes du Commonwealth a prévenu qu'il fallait agir de toute urgence "afin d'éviter ce qui pourrait être la pire effusion de sang depuis la Deuxième guerre mondiale". Chaque camp est armé. Chacun craint l'autre. Chacun est tenté de se laisser entraîner par ses propres extrémistes. Pour chacun, l'apartheid est le problème crucial. S'il n'y est pas mis fin pacifiquement, une catastrophe se produira tôt ou tard.

Enfin, il s'agit d'une catastrophe que le Canada peut contribuer à prévenir, d'une injustice qu'il peut contribuer à corriger. L'un des aspects frustrants de la politique étrangère est que nous n'avons aucune influence sur nombre de problèmes. Nous ne pouvons arrêter les cyclones. Nous ne pouvons faire disparaître les maladies. Nous ne pouvons ordonner à des pays souverains de respecter leurs citoyens. Si l'on veut mener une politique étrangère efficace, il s'agit de déterminer les problèmes sur lesquels on peut exercer une influence, puis d'user de cette influence de manière constructive et créative. Plus qu'un défi, c'est, selon nous, le devoir d'un pays tel que le Canada, dont la population jouit d'une prospérité et d'une liberté qui sont déniées à la majeure partie de l'humanité.